



---

**Commission économique pour l'Europe****Comité des transports intérieurs****Groupe de travail des problèmes douaniers  
intéressant les transports****165<sup>e</sup> session**

Genève, 6 (après-midi), 7 et 9 (matin) février 2024

Point 4 c) vi) de l'ordre du jour provisoire

**Convention douanière relative au transport international  
de marchandises sous le couvert de carnets TIR****(Convention TIR de 1975)****Application de la Convention :****Questions diverses****Enquête sur le certificat d'agrément des véhicules TIR  
– Synthèse des réponses\*****Note du secrétariat****I. Contexte**

1. Le Groupe de travail souhaitera peut-être se rappeler qu'à sa 161<sup>e</sup> session (octobre 2022), la délégation de l'Union européenne a proposé de mener une brève enquête sur divers aspects liés à la délivrance et au renouvellement des certificats d'agrément et fourni une liste de questions pouvant être posées dans ce cadre. L'Union internationale des transports routiers (IRU) a soutenu cette proposition et a indiqué qu'elle était prête à participer à l'initiative en fournissant quelques questions supplémentaires qui présentaient un intérêt particulier pour le secteur privé (ECE/TRANS/WP.30/322, par. 19). À sa 162<sup>e</sup> session (février 2023), le Groupe de travail a adopté le questionnaire proposé tel que modifié et a confirmé qu'il devrait être envoyé aux points de contact TIR des services douaniers en mars 2023 (le 31 mai 2023 étant la date limite de réponse) (ECE/TRANS/WP.30/324, par. 20). L'IRU a fait savoir au Groupe de travail qu'elle avait l'intention d'adresser aux points de contact TIR des associations un questionnaire similaire mais distinct et qu'elle lui en communiquerait les résultats.

2. À sa dernière session (octobre 2023), le Groupe de travail a examiné les documents ECE/TRANS/WP.30/2023/8 et ECE/TRANS/WP.30/2023/9, dans lesquels figurent les réponses et les observations envoyées par les autorités douanières pour le premier et par les associations nationales pour le second.

---

\* Il a été convenu que le présent document serait publié après la date normale de publication en raison de circonstances indépendantes de la volonté du soumetteur.



3. Le secrétariat a élaboré le présent document, dans lequel figure une version récapitulative et simplifiée des réponses envoyées par les autorités douanières et les associations nationales, sans les commentaires supplémentaires sollicitant des orientations de la part du Groupe de travail sur les prochaines étapes.

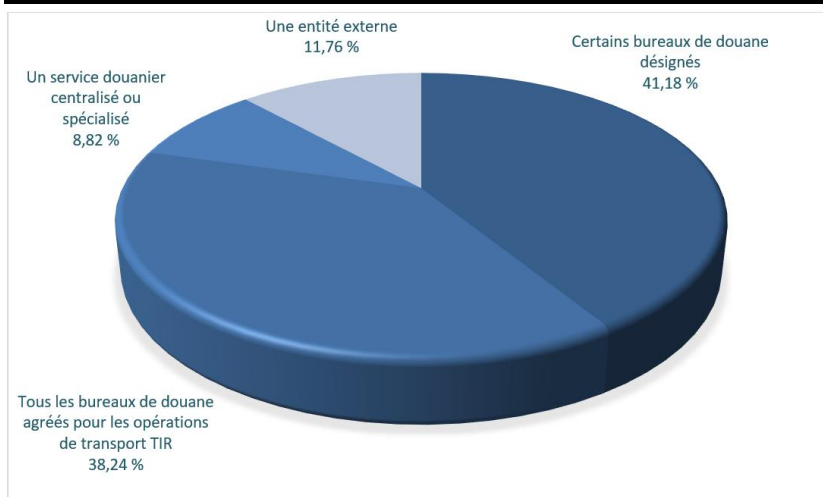
## II. Synthèse des réponses

4. Les autorités douanières des 30 Parties contractantes à la Convention TIR suivantes ont répondu au questionnaire : Allemagne, Autriche, Bulgarie, Danemark, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, Grèce, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Maroc, Mongolie, Monténégro, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Tadjikistan, Türkiye, Turkménistan et Ukraine.

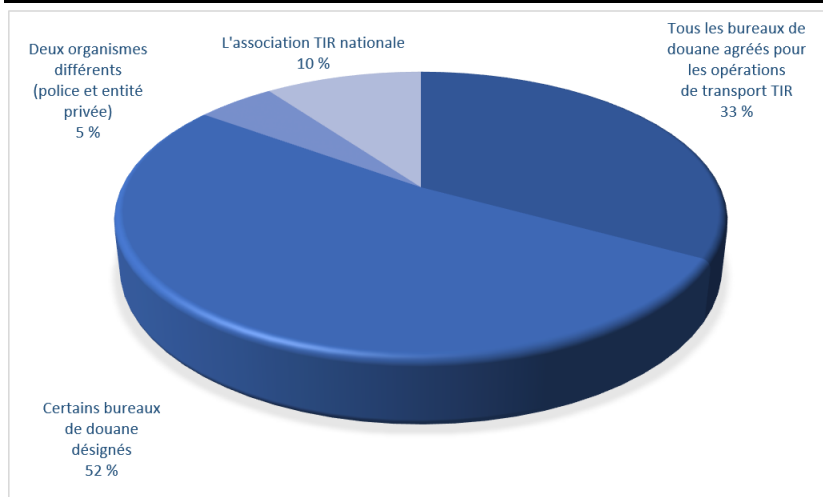
5. Les associations nationales des 21 Parties contractantes à la Convention TIR suivantes ont répondu au questionnaire : Allemagne, Autriche, Bélarus, Bulgarie, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, France, Grèce, Hongrie, Lettonie, Liban, Ouzbékistan, Pakistan, Pologne, Roumanie, République tchèque, Slovaquie, Suisse, Türkiye et Turkménistan.

6. Question 1 : Qui est chargé d’effectuer les contrôles techniques requis pour la délivrance des certificats d’agrément des véhicules TIR dans votre pays ?

### Réponses des autorités douanières

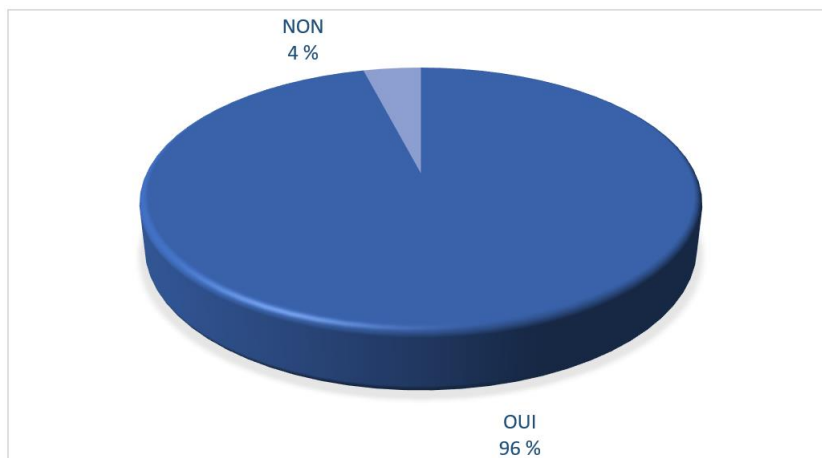


### Réponses des associations nationales

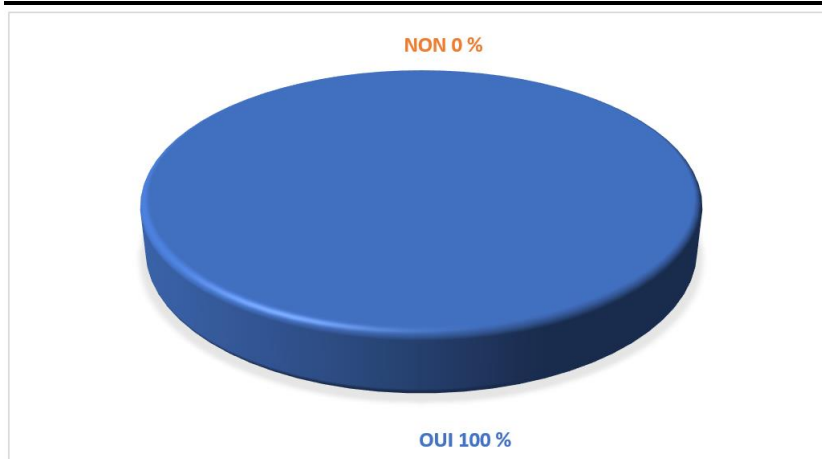


7. Question 2: La procédure de contrôle technique et la procédure de délivrance du certificat d'agrément sont-elles effectuées par la même entité ?

Réponses des autorités douanières

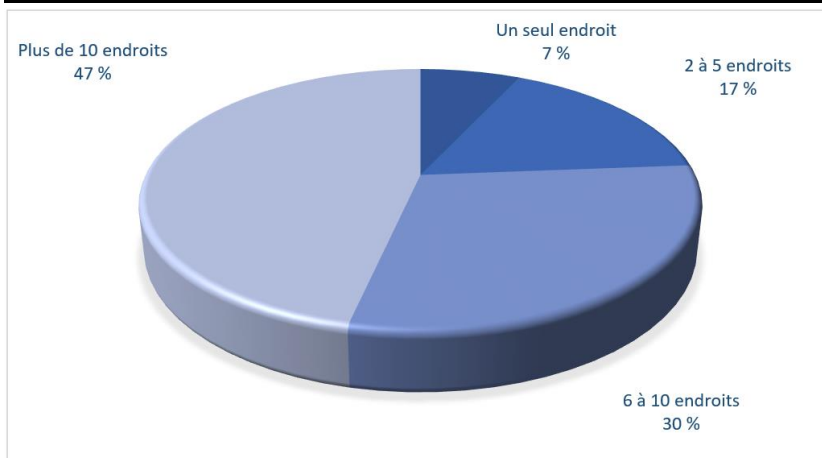


Réponses des associations nationales

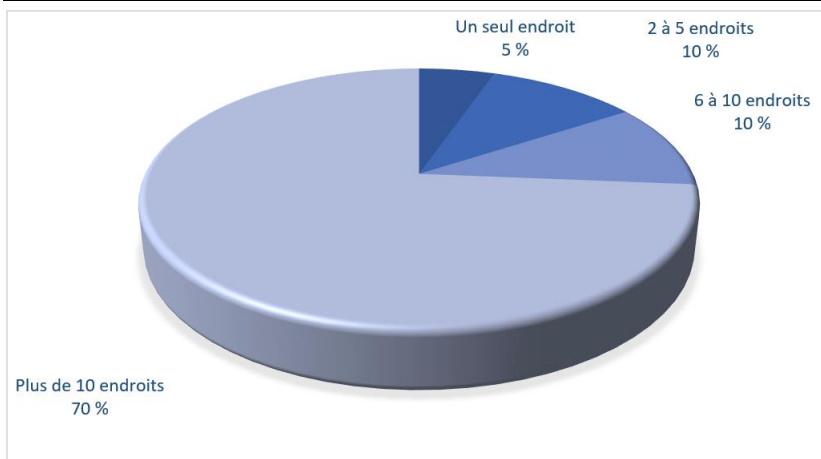


8. Question 3 : Les contrôles techniques peuvent être effectués dans :

Réponses des autorités douanières

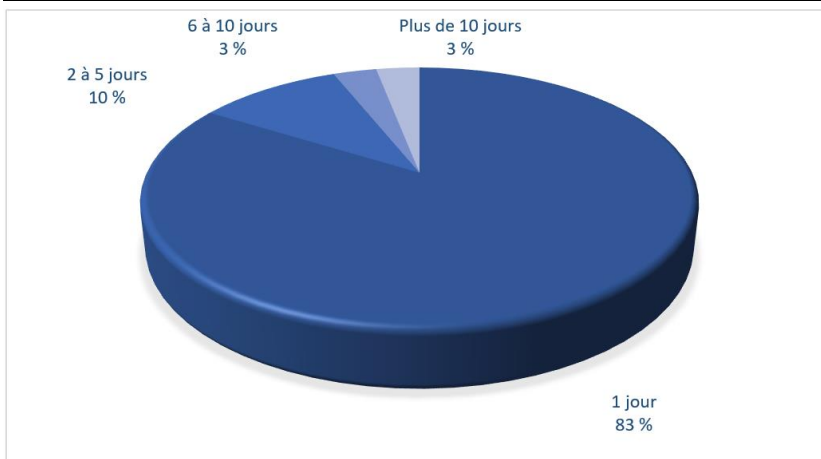


Réponses des associations nationales

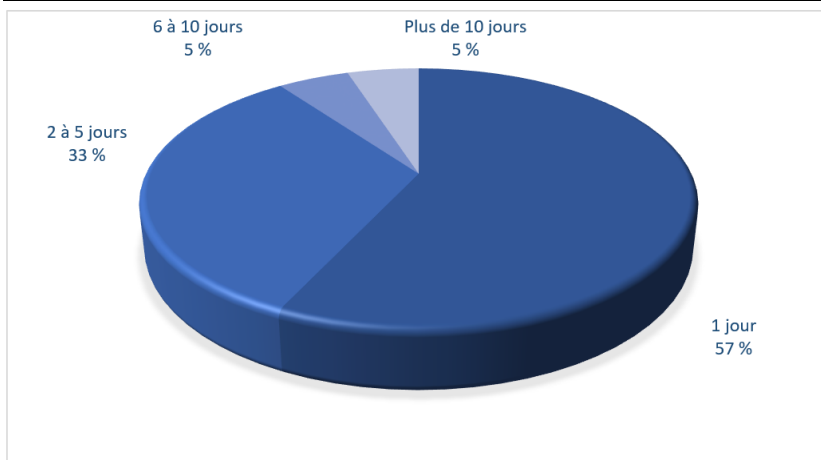


9. Question 4 : Le délai à prévoir pour un rendez-vous pour le contrôle d'un véhicule est de :

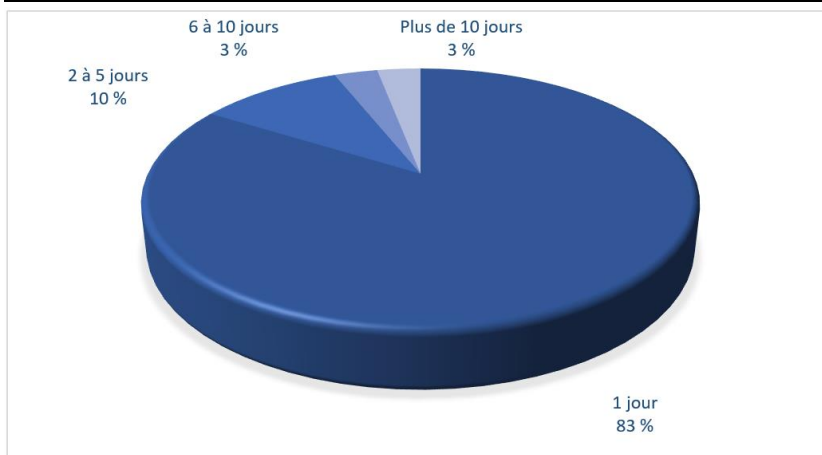
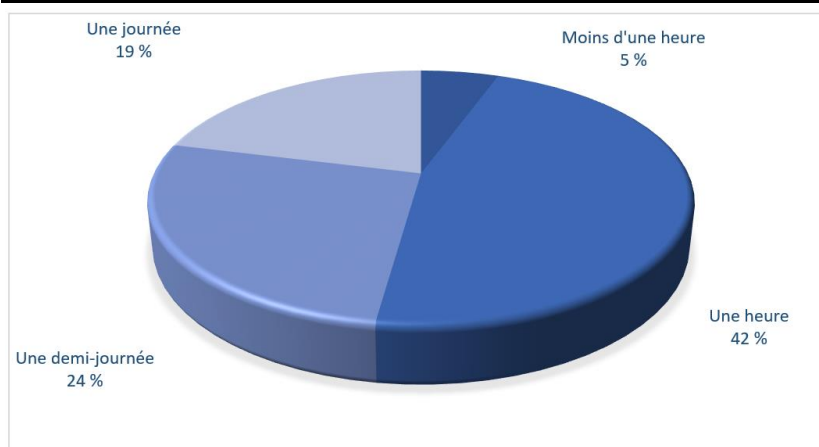
Réponses des autorités douanières



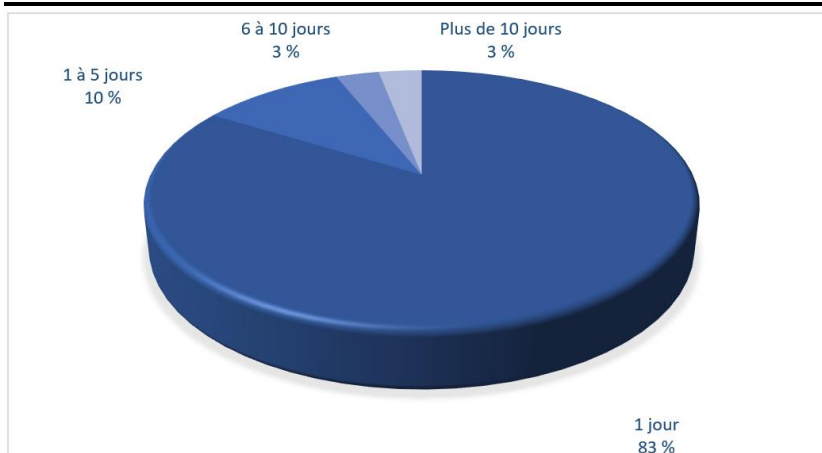
Réponses des associations nationales



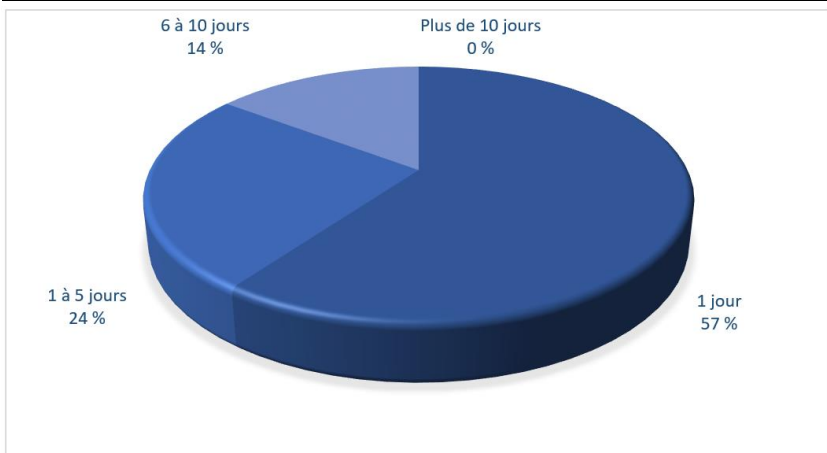
## 10. Question 5 : Le contrôle d'un véhicule dure :

*Réponses des autorités douanières**Réponses des associations nationales*

## 11. Question 6 : Une fois le contrôle technique effectué, le certificat d'agrément du véhicule est délivré dans un délai de :

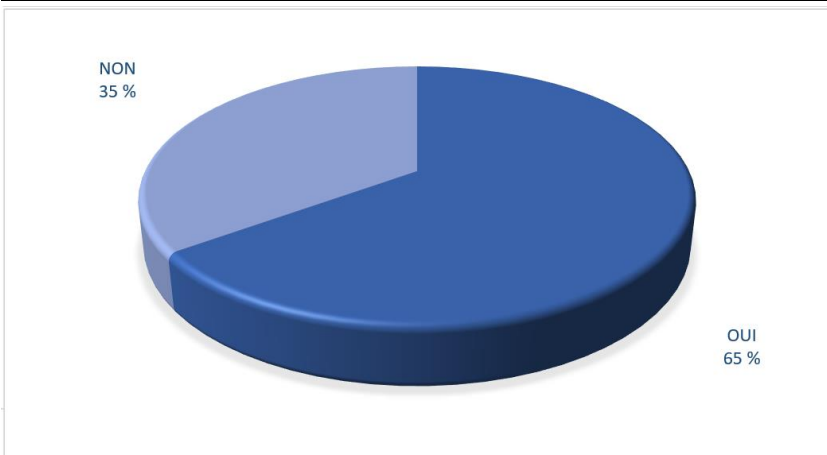
*Réponses des autorités douanières*

Réponses des associations nationales

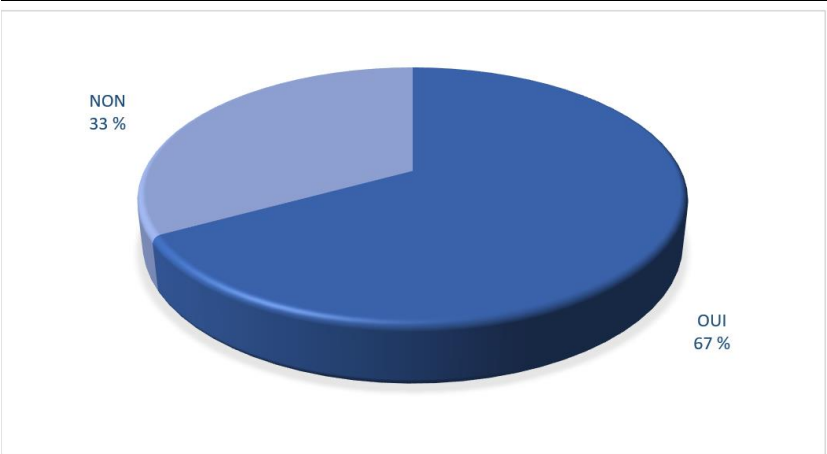


12. Question 7 : Il existe une procédure normalisée au niveau national pour les contrôles techniques :

Réponses des autorités douanières

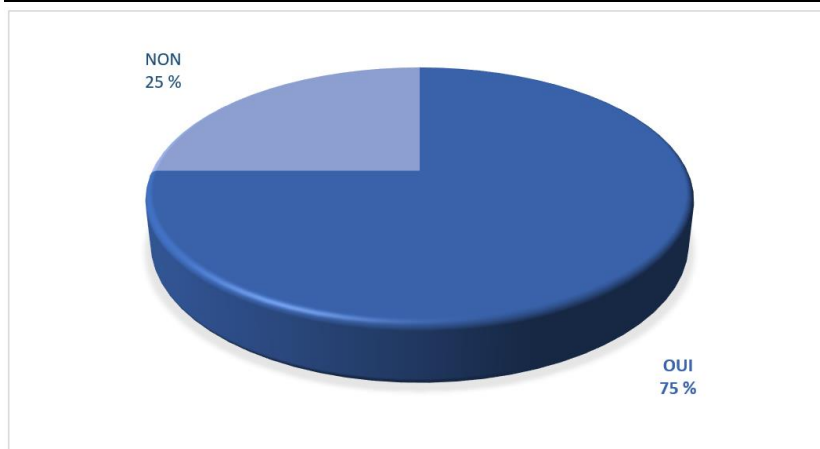


Réponses des associations nationales

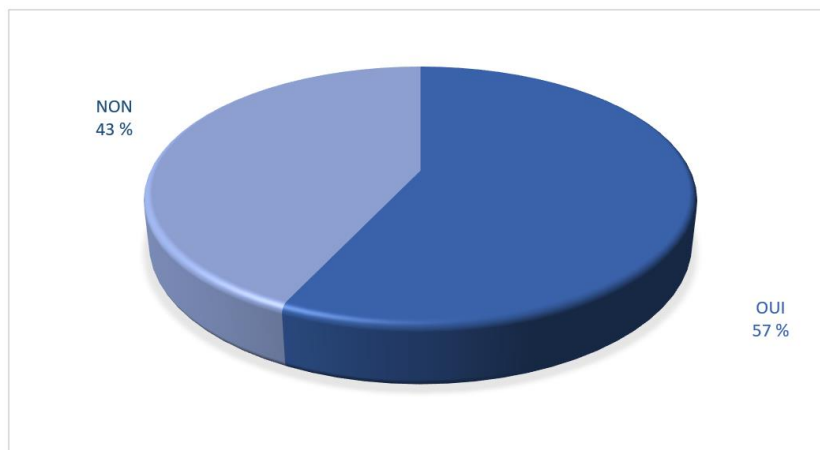


13. Question 8 : La liste des autorités chargées de délivrer et de renouveler les certificats d'agrément est accessible au public :

*Réponses des autorités douanières*

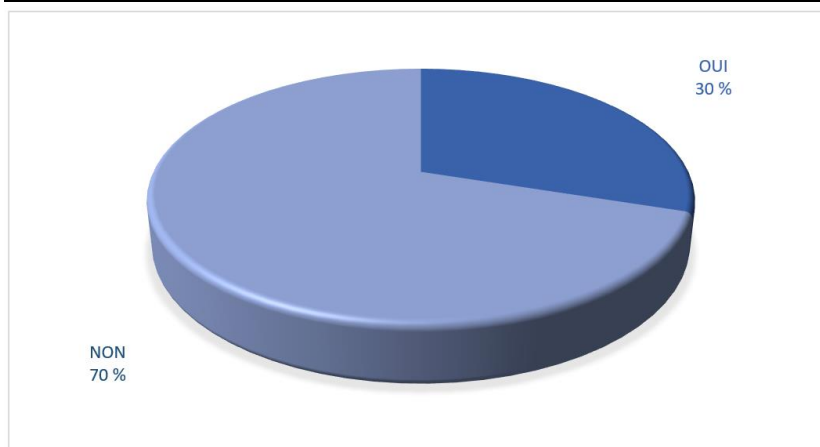


*Réponses des associations nationales*

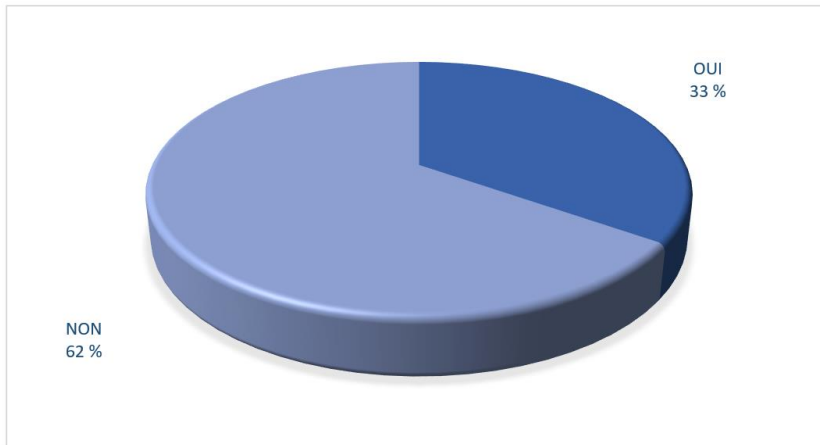


14. Question 9 : Les opérateurs doivent payer des frais afférents au contrôle technique ou à la délivrance/au renouvellement du certificat d'agrément :

*Réponses des autorités douanières*

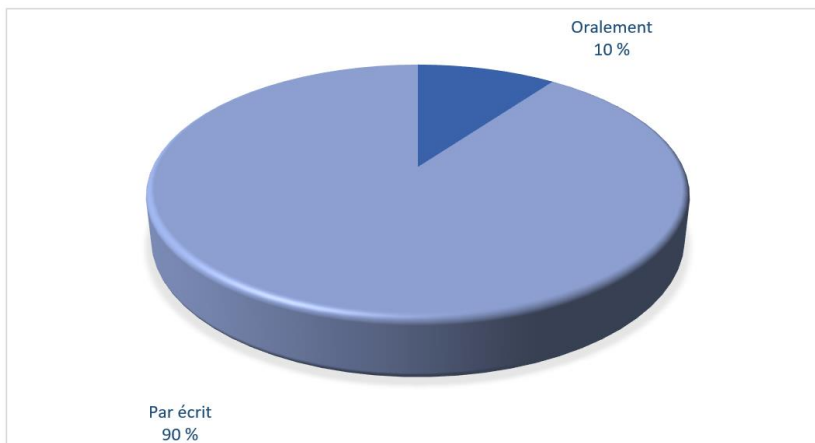


Réponses des associations nationales

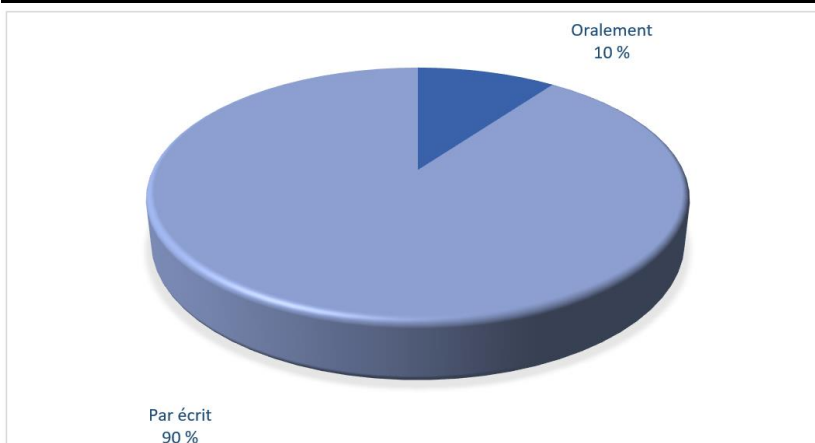


15. Question 10 : Si l'agrément n'est pas accordé, le motif du refus est communiqué :

Réponses des autorités douanières



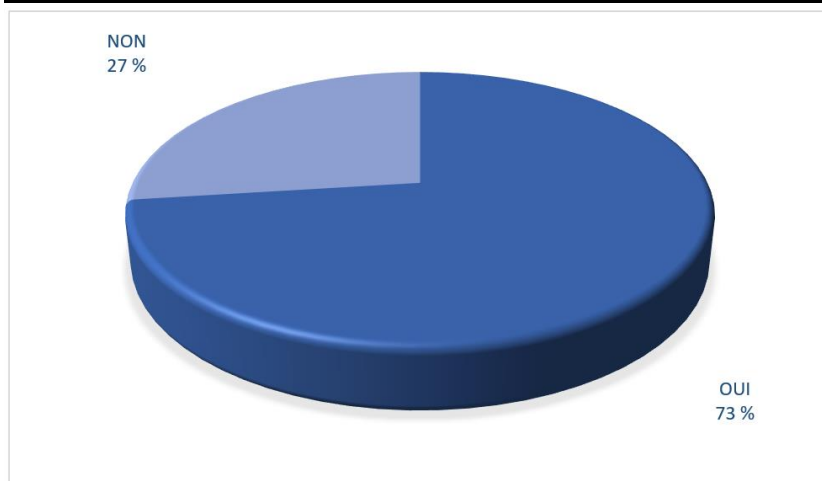
Réponses des associations nationales



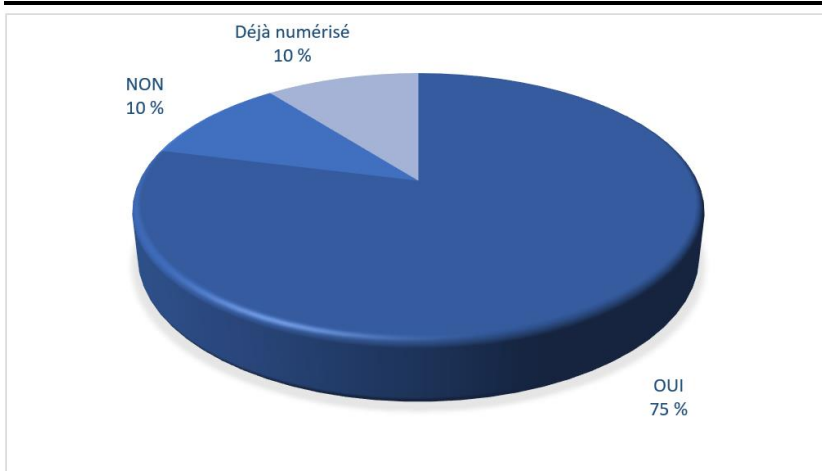


16. Question 11 : Il est nécessaire de numériser le certificat d'agrément (procédure de demande, documents requis pour la demande et certificat lui-même)/Question posée aux autorités douanières : Êtes-vous favorable à l'enregistrement des certificats d'agrément délivrés ou renouvelés dans la Banque de données internationale TIR (ITDB) ?

Réponses des autorités douanières

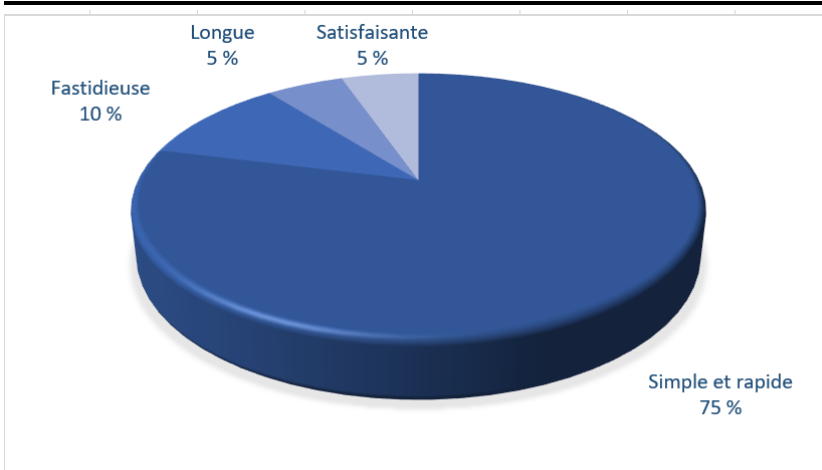


Réponses des associations nationales



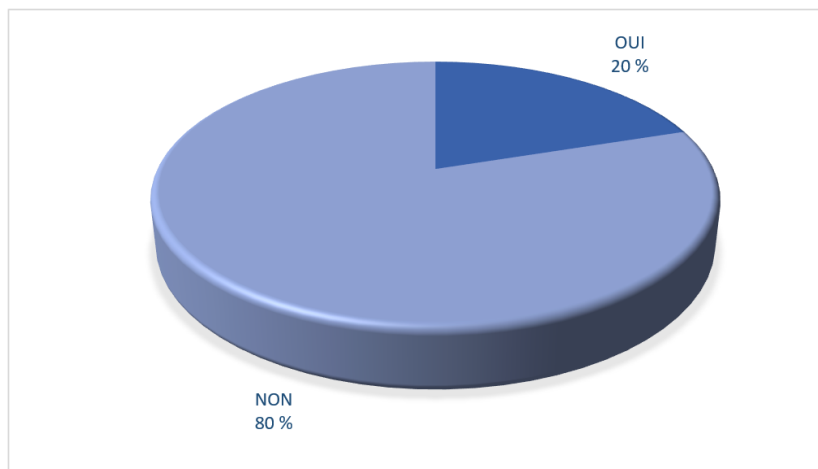
17. Question 12 : La procédure au niveau national est :

Réponses des associations nationales (la question n'a pas été posée aux autorités douanières)



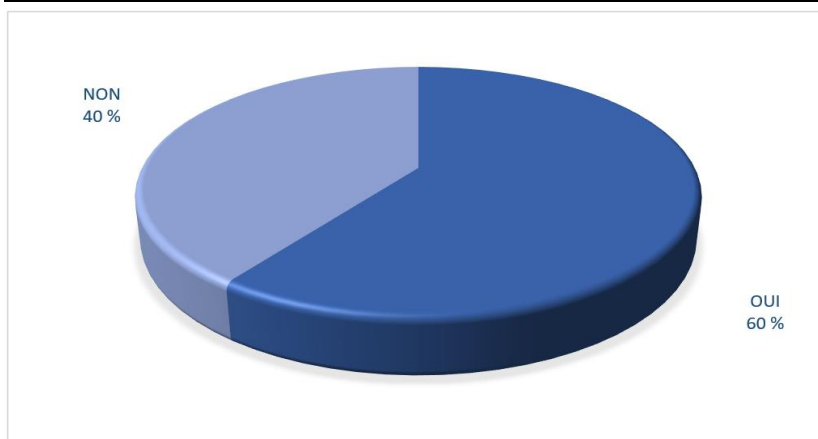
18. Question 13 : Si l'agrément n'est pas accordé, y a-t-il un délai pour pouvoir soumettre de nouveau le véhicule à la procédure de contrôle ?

Réponses des autorités douanières (la question n'a pas été posée aux associations nationales)



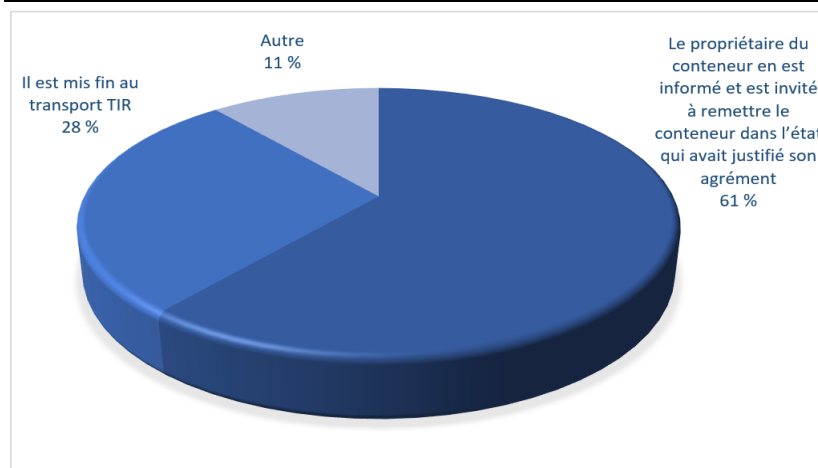
19. Question 14 : Votre administration contrôle-t-elle le respect des prescriptions techniques figurant à l'annexe 7 (partie II), qui sont applicables aux conteneurs au début d'un transport TIR ?

Réponses des autorités douanières (la question n'a pas été posée aux associations nationales)



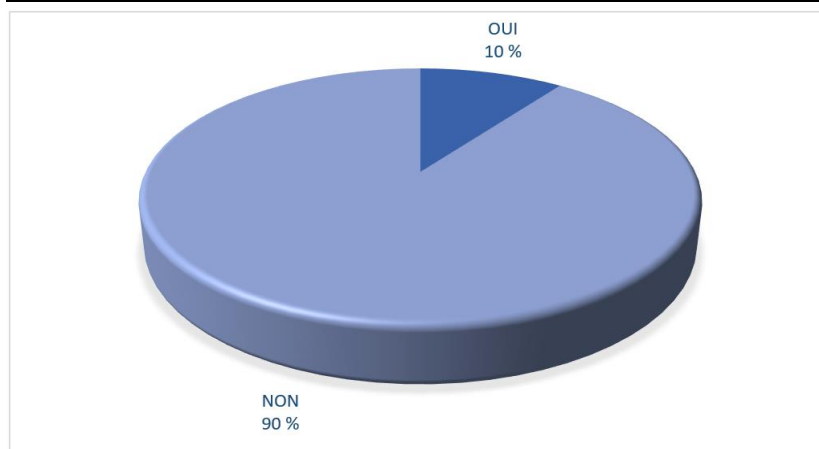
20. Question 15 : Que se passe-t-il si un agent des douanes estime qu'un conteneur ne satisfait plus aux conditions techniques prescrites pour son agrément ?

Réponses des autorités douanières (la question n'a pas été posée aux associations nationales)



21. Question 16 : Rencontrez-vous régulièrement des difficultés particulières dans la procédure de délivrance ou de renouvellement des certificats d'agrément ?

*Réponses des autorités douanières (la question n'a pas été posée aux associations nationales)*



22. Question 17 : Votre administration serait-elle disposée à mettre un expert technique à la disposition de la CEE afin qu'il participe à des ateliers visant à améliorer les contrôles techniques requis pour la délivrance ou le renouvellement des certificats d'agrément ?

*Réponses des autorités douanières (la question n'a pas été posée aux associations nationales)*

